

Appel à contributions

Les 50 ans de la Charte québécoise en emploi : terre promise ou paradis perdu ?

Le 27 juin 2025 marquera le 50^e anniversaire de l'adoption de la *Charte des droits et libertés de la personne*. Le droit du travail est l'un des domaines dans lesquels la Charte québécoise fut le plus mobilisée, d'autant que la portée des droits et libertés de la personne touche à de nombreuses dimensions de la relation d'emploi. Certains disent d'ailleurs que la protection des droits de la personne constitue désormais un sujet transversal du droit du travail.

Afin de souligner l'anniversaire de cette loi fondamentale et unique dans l'histoire du Québec, il convient de proposer une étude rétrospective et prospective de la mobilisation et de la mise en œuvre de la Charte québécoise en droit du travail et en matière d'emploi, de son évolution et de ses retombées dans les milieux de travail de même qu'en matière de protection des personnes salariées et vulnérables.

Les articles sélectionnés paraîtront, à l'été 2025, dans un ouvrage collectif publié et édité par les Éditions Wilson & Lafleur.

Les contributeurs seront aussi invités à présenter leur article lors d'une journée d'étude dédiée aux 50 ans de la Charte québécoise en emploi et devant se tenir en juin 2025 à l'Université Laval.

Les propositions d'articles sont attendues, au plus tard le **5 avril 2024**, par courriel à l'adresse suivante : sebastien.parent@rlt.ulaval.ca

Elles devront indiquer le titre de l'article, le nom des auteurs et leurs affiliations ainsi qu'un résumé d'au maximum **500 mots**.

Les réponses aux auteurs seront transmises au début du mois de mai 2024. La remise des articles complets est prévue pour le 1^{er} décembre 2024.

Format des articles et thèmes :

Les articles, en français et d'une longueur de **8 000 à 15 000 mots**, devront s'intéresser aux liens entre la Charte québécoise et le droit du travail. Ils peuvent s'inscrire dans l'un ou plusieurs des thèmes suivants :

1. L'histoire, les fondements, les caractéristiques uniques et les valeurs de la Charte québécoise : un récit oublié ?

Regards rétrospectifs sur les décisions marquantes, les débats parlementaires, les valeurs incarnées par la Charte québécoise, les modifications législatives apportées depuis son adoption, le rôle du droit international et du droit comparé, l'influence du contexte social, économique et politique dans son interprétation, etc.

2. Les droits et libertés concurrents en milieu de travail : conciliation harmonieuse ou affrontement sans fin ?

Dynamiques d'opposition ou de conciliation entre les droits individuels de la personne salariée et les droits et libertés de l'employeur, des cadres et des gestionnaires, de la collectivité de travail ou de l'acteur syndical, des tiers à l'entreprise, de la population, etc.

3. Les droits de la personne face aux problématiques et aux défis contemporains de l'emploi : quelles avancées, quels enseignements ?

Mobilisation des droits et libertés face à diverses situations au cœur de l'actualité en matière d'emploi et aux problématiques vécues en milieu de travail : par exemple, surveillance de la prestation de travail et du domicile du salarié par l'employeur face à l'expansion du télétravail, port du masque et vaccination obligatoire en contexte pandémique, tests de dépistage et politiques liées à la consommation de cannabis à des fins récréatives, filature, gestion et surveillance par l'intelligence artificielle et les outils numériques, critique de

l'employeur sur les médias sociaux, interdiction de signes religieux pour certains employés, moyens de pression, stratégies antisyndicales des employeurs, demandes d'accommodement, discrimination systémique, etc.

4. Les contestations constitutionnelles des lois du travail : outil de progrès social ?

Application de la Charte à l'État, contestations constitutionnelles de dispositions de lois du travail, de régimes de négociation collective ou de lois de retour au travail, fonction du droit à l'égalité pour modifier la facture ou les dispositions des régimes publics ou de lois sociales, etc.

5. Accès à la justice et effectivité des protections, des recours et des mesures de réparation : allégorie ou réalité ?

Effectivité des protections de la Charte québécoise spécifiques à la relation d'emploi, caractère purement déclaratoire ou réelle normativité des droits économiques et sociaux, accès à la justice pour les travailleurs non syndiqués et les personnes en marge du salariat, flexibilité et créativité des mesures de réparation fondées sur l'article 49 de la Charte en comparaison aux remèdes usuels en droit du travail, etc.

6. Interactions difficiles, ambiguës ou complémentaires entre la Charte québécoise et les régimes spécifiques au droit du travail ?

Interactions entre la Charte québécoise et le droit commun régi par le Code civil du Québec, les régimes de prévention et de réparation en matière de santé et sécurité au travail, les normes minimales du travail, les régimes de négociation collective, la convention collective, etc.

7. Multiplicité des recours et morcellement des compétences en matière de droits de la personne : vecteur de changements ou éternel recommencement ?

Rôle et mission de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et du Tribunal des droits de la personne du Québec, recoupements ou complémentarité avec la compétence, les pouvoirs et les mesures de réparation propres aux organismes et aux tribunaux administratifs en droit du travail, compétence accessoire des décideurs spécialisés en droit du travail pour appliquer la Charte québécoise, contrôle judiciaire et appel depuis l'arrêt Vavilov, etc.

Toute contribution originale sur un autre thème lié de près à la Charte québécoise en emploi sera aussi considérée.

Pour toutes questions, veuillez contacter le comité d'édition :

Sébastien Parent

Professeur adjoint en droit du travail
Département des relations industrielles
Sciences sociales – Université Laval
sebastien.parent@rlt.ulaval.ca

Charles Tremblay Potvin

Professeur adjoint en droit du travail
Faculté de droit
Université Laval
charles.tremblay-potvin@fd.ulaval.ca

Merci à nos partenaires :

